

GROUPES LOCAUX

À Angers : le climat aussi !

A l'heure où s'ouvre la COP23, sommet international sur le climat à Bonn, Europe Ecologie appelle Christophe Béchu, président de l'agglomération d'Angers, à relancer un plan climat ambitieux pour notre territoire après 3 ans d'inaction.

Depuis 2014, rien de nouveau n'a été impulsé pour lutter localement contre le réchauffement climatique. Ce n'est pas les écologistes qui l'inventent. C'est simplement ce qu'indique le bilan d'étape du plan climat qui a été dressé en 2016, pointant même un essoufflement depuis le changement de majorité. Christophe Béchu indique, dans ce même document, qu'un nouveau plan sera lancé en 2017 à l'échelle du pôle métropolitain. Nous arrivons en fin d'année et toujours rien...

L'autre bilan de mi-mandat, c'est que rien de plus n'a été proposé pour lutter contre le réchauffement climatique qui est le grand absent des discours et des actes de Christophe Béchu.

Or, il est urgent de préparer notre territoire au changement climatique si nous voulons que nos populations y résistent dans les meilleures conditions. Voici quelques propositions concrètes que nous formulons ici :

Plutôt qu'un plan urgence voirie, la collectivité doit désormais se tourner vers un **plan d'urgence énergie**. Il s'agit de mettre le paquet sur l'isolation et le développement des énergies renouvelables pour rendre Angers plus autonome. C'est un formidable gisement d'emplois locaux, d'autant plus que nous avons la chance d'avoir des entreprises telles qu'Eolane en pointe sur le solaire.

L'abattage d'une multitude d'arbres sur plusieurs avenues d'Angers cette année est une faute. C'est le gâchis d'un patrimoine qui est pourtant un garde-fou précieux en cas de canicule. Notre ville doit développer plus de trames vertes pérennes qui ne soient plus tributaires des aménagements de réseaux.

Les périodes de sécheresse alternant avec des épisodes d'inondation risquent d'avoir un impact fort sur nos basses vallées. Dès à présent, l'agglomération doit augmenter les capacités de stockage individuelles



et collectives pour **limiter les impacts d'inondation**. Elle doit mener une vaste concertation avec les acteurs des bassins versants pour mieux anticiper les restrictions, voire de futurs rationnements. Notre dépendance vis-à-vis de la Loire pour ce qui est des points de captage d'eau potable pose question.

Le maintien de l'ancienne autoroute en centre-ville, le **report de la 2nde ligne de tramway** ou le manque de financement pour le vélo sont autant de signaux négatifs qui devraient être revus au plus vite.

Les circuits courts, les éco-filières, l'économie circulaire, la recherche doivent être davantage encouragés. C'est un des points sur lequel le plan climat a le moins avancé alors que de nombreuses pistes concrètes étaient établies ; alors que les opportunités sont fortes et que le développement économique était mis en avant par le président de l'agglomération.

Nous souhaitons que le président prennent enfin en charge ces dossiers à leur juste mesure pour porter une réelle ambition dans ce domaine, pour qu'Angers redevienne dynamique et inventive dans ce domaine.

Romain Laveau, porte-parole EELV de l'agglomération d'Angers

<http://maine-et-loire.eelv.fr/angers-doit-retrouver-des-ambitions-pour-le-climat/>



L'Andra, rappelée à l'ordre, ne mettra plus les pieds dans le bois sinon pour le remettre en état. La bataille juridique entre associations et l'Andra s'intensifie.

Malgré un hiver rude, le bois Lejuc est occupé par des personnes, les « hiboux de Bure » qui construisent des cabanes au sol et dans les arbres.

En février 2017, une manifestation permet la visite de ce bois. L'après midi, un cortège se dirige vers le labo et va malmener les grilles de l'éco thèque malgré la présence de centaines de gendarmes.

Le 18 mai, un face à face a lieu à Mandres en Barrois entre hiboux et gendarmes lors d'une nouvelle délibération sur la cession du bois Lejuc. L'ordre d'expulsion est donné fin mai mais la résistance ne faiblit pas, bien au contraire, les hiboux occupent toujours le bois.

Le 15 août, pour marquer l'anniversaire de la chute du mur, une nouvelle manifestation s'organise à Bure. Les affrontements entre les militants et les gendarmes sont de plus en plus violents. Ce sont plus de 1500 munitions qui sont tirées par les militaires. Plusieurs blessés, dont un grave, sont recensés chez les militants.

Depuis, un peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie est installé à Bure au grand dam de la population qui ne cesse d'être contrôlée au même titre que les activistes, ce qui crée une ambiance délétère.

Le 20 septembre, à 6 heures du matin, la gendarmerie perquisitionne sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, la maison de la résistance de Bure et quatre domiciles privés habités par des opposants. Tout matériel relatif à communiquer est saisi (téléphone portable, ordinateur, photocopieur, disques durs, clef USB, livres, répertoire d'adresses...)

Des rassemblements de soutien se mettent en place spontanément dans toute la France.

Et pendant ce temps, le mutisme de Nicolas Hulot devient presque criminel ? (dira Gaspard, un opposant après la perquisition)

Entre inquiétudes et espoir ? L'Europe est une solution...

Trump élu, le Brexit, les difficultés à former une coalition en Allemagne, une crise majeure en Espagne, le contexte mondial peut inquiéter. L'Europe n'est pas le souci mais la solution, et il faudra collectivement fixer un nouveau dessein où la lutte pour l'écologie sera un défi gagnant. Lutte



contre les pesticides, contre les lobbies, pour la santé, pour une réelle imposition des multinationales. A notre niveau, nous tenterons d'y contribuer par nos idées et nos encouragements.

Corinne Bouchoux

Le 6 octobre 2016, alors qu'il inaugurerait le Salon "Ille & Bio" à Guichen (Ille et Vilaine) : Nicolas Hulot se laisse photographier en toute connaissance de cause dans le cadre de la pétition pour dire « Non à Cigéo ». Devenu ministre de la Transition écologique et solidaire, le 2 juin, les collectifs locaux lui demandent une entrevue afin de lui exposer au plus vite les raisons d'une résistance qui ne faiblit pas depuis 30 ans. Sans réponse une nouvelle demande lui sera adressée fin juin, puis courant septembre.

Et le 9 novembre, il déclare au Sénat : « Enfouir des déchets nucléaires radioactifs comme le prévoit le projet Cigéo à Bure (Meuse) n'est « pas une solution entièrement satisfaisante » mais c'est la « moins mauvaise », sans commentaires...

2018 : DAC ou pas D'AC ?

Le dépôt de demande d'autorisation de Création de Cigéo a été reporté de mi-2018 à mi-2019 Le chantier ne devrait pas démarrer avant 2022 pour un lancement de la phase expérimentale du projet d'ici 2025.

Mais il faudra qu'il tienne compte du point de vue de la résistance : « Car nous refusons de jouer les cobayes d'une expérimentation technologique hasardeuse. Nous refusons de servir de fusibles ou de caution pour la survie d'une filière électronucléaire à la dérive, sans solution pour ses propres déchets. Nous refusons la condamnation irréversible et sans choix possible de notre territoire de vie. » Extrait de communiqué des résistants.e.s

Irène Gunepin, militante EELV résistante sur BURE

Cigéo à Bure, ça bouge dans tous les sens du terme !

Faut-il rappeler que c'est le projet le plus fou, le plus démesuré et le plus risqué du siècle à venir ? Un projet qui serait censé tenir des centaines de milliers d'années.

Ce serait un centre de stockage nucléaire géologique pour y enfouir pas moins de 80 000 m³ de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue.

Il a fallu qu'un expert indépendant, Bertrand Thuillier se penche sur le sujet pendant trois mois (4000 pages à lire) et qu'il lance une sérieuse alerte côté sûreté, et pas la moindre pour qu'enfin, cet aspect soit reconnu et pris en compte par les autorités.

Parmi les risques les plus notoires :

- Risques d'incendie, étanchéité des alvéoles en cas d'incendie, risques d'explosion par la production d'hydrogène, danger des transports (train et camion), contamination environnementale radioactive cumulative...

Pourtant, l'Andra assurait encore en 2013 et assure toujours que ce projet de stockage n'aurait pas d'impact radiologique avant 100 000 ans !

Enfin, cet été, l'IRSN (Institut Radioprotection Sûreté Nucléaire) et l'ASN (autorité de sûreté nucléaire) pointaient les mêmes incertitudes technologiques du projet que celles dénoncée par Bertrand Thuillier. La CNE (Commission nationale d'évaluation) vient de les confirmer.

En effet les colis de déchets bitumineux présentent un risque d'inflammabilité, susceptible de mener à une catastrophe souterraine ingérable comme celle du Wipp (Nouveau Mexique - USA). (Incendie et contamination radioactive)

Réversibilité - récupérabilité ?

Des mots employés à toutes les sauces qui font partie des stratégies de l'Andra pour construire l'acceptabilité sociale du stockage géologique car il serait absolument impossible de reprendre quoi que ce soit une fois les déchets enfouis, la « réversibilité est bien un leurre »

Conclusion ?

Cigéo est un projet aux failles certaines, aux risques



probables, émergents ou futurs. Mais pourquoi une telle obstination, quasi suicidaire pour l'avenir ?

A projet insensé, opposition sans fin ...

Cigéo soulève une forte mobilisation depuis 30 ans. Cependant, ces dernières années, la lutte avec l'arrivée de jeunes militants a pris de nouvelles formes.

Forts de nombreuses victoires juridiques et de soutiens de plus en plus nombreux, les résistants sont plus que jamais déterminés à poursuivre le combat avec d'autres méthodes comme l'occupation du bois Lejuc. Faut-il rappeler qu'à 6 h du matin, en juillet 2015, le Conseil Municipal vote favorablement l'échange de son bois avec un bois dans une commune voisine, propriété de l'Andra, ceci malgré une consultation précédente des habitant.e.s au résultat majoritairement négatif. (Recours déposé)

En août, un camp anti-autoritaire et anti capitaliste international qui réunit 700 participants se tient près de Bure, ce sera le point de départ de nouvelles mobilisations sur le terrain.

En mai 2016, l'Andra installe une plate forme de travail dans le bois Lejuc pour y creuser les galeries souterraines et y installer les puits d'accès au stockage. La déforestation commence sans autorisation, les premières clôtures sont installées.

Début juin, des dizaines de personnes luttent contre cette annexion, l'occupation de la forêt est lancée avec la construction de cabanes, des plantations, des concerts, etc... Les opposants se font expulser en juillet mais y reviennent quelques semaines plus tard.

En juillet 2016, à l'Assemblée nationale, la loi Cigéo est votée sur consigne du gouvernement par une vingtaine de députés à 5 heures du matin.

Pendant ce temps l'Andra commence d'encercler la forêt avec un mur de 2 m de hauteur sur près de 4 km de long. Le 14 août, plus de 500 personnes le mettront à terre dans une ambiance joyeuse qui n'est pas sans rappeler la chute d'un autre mur.

2017 planète Terre !
enfants, femmes et hommes, migrants,
exilés, oui, mais humains avant tout !



2017 planète Terre

Plus fort que l'OMC, le CETA et autre TAFTA, le « commerce » d'êtres humains est de retour.

Les migrants des pays africains, transitant et surtout bloqués en Libye à la demande de l'UE, sont vendus comme esclaves et bien sûr les femmes et les enfants d'abord, ils sont affamés et entassés dans des camps. Cela ne vous rappelle rien ?

Ce sont bien les pays européens « qui ont sous-traité » (et là ce mot prend tout son sens) la gestion froide et machiavélique des flux migratoires en demandant à la Libye de les retenir sur leur territoire (externalisation des frontières). Nous apprendrons sans doute plus tard, trop tard, les conditions de ce sinistre et criminel marchandage. De quoi alimenter, au siècle prochain, les commémorations du souvenir !

Le même « marché » ayant aussi été passé avec la Turquie.

Poursuivre devant la Cour européenne des droits de l'homme ou un Tribunal pénal international les responsables de cette épouvantable situation aurait tout son sens.

Ici en France, la chasse aux migrants est ouverte, sans répit, sauvage et inhumaine. Destruction des camps et confiscation des tentes, des duvets, évacuation policière des bâtiments réquisitionnés sans autre alternative que de laisser les familles sur le trottoir.

Dernier exemple, la reconduite, de nuit, sur un col des Alpes (1 700m d'altitude) en novembre, de jeunes migrants peu vêtus et en « baskets » vous appelez cela comment ?

Maintenant « l'assistance à personnes en danger » est devenue pénalement répréhensible. Ils sont quelques-uns à être poursuivis dans les Alpes-Maritimes.

Face à cette situation, la désobéissance civile est un devoir.



2017 planète Terre

Des enfants, des femmes et des hommes fuient leur pays, quittent leur famille, leur maison et partent avec un sac vers l'inconnu, affrontent la violence du trajet, le froid... Imaginez-vous, un instant, faire de même.

Devant les pitoyables et lamentables réponses et propositions de nos responsables (élus ou pas) politiques nationaux pour les accueillir dignement, la solidarité de la population se fait jour partout sur notre territoire.

On ne compte plus les hébergements clandestins, les initiatives de toutes sortes, les collectifs et associations de soutien, les réquisitions de bâtiments, les aides (encore trop rares) des structures communales.

Bien sûr c'est très largement insuffisant surtout et paradoxalement dans les grandes villes qui ont plus de moyens en bâtiments et budget.

Il nous faut intensifier notre solidarité, notre résistance pour forcer l'État à répondre à cette crise humanitaire qui ne peut que s'accroître avec le réchauffement de la planète qui générera des réfugiés climatiques.

Nous pourrons échanger le **lundi 19 mars à Montreuil-Juigné, salle Jacques Brel**, lors d'une soirée avec les intervenants :

- **Damien Carême**, maire de Grande-Synthe et initiateur d'un camp d'accueil humanitaire.
- La CIMADE et des associations et des collectifs du Maine-et-Loire

Henri-Claude Houssais



MAINE-et-LOIRE

Le domaine public de Boudré : la défense va devenir âpre

Le président du Conseil Départemental (CD) a facilement mis dans sa poche les conseillers départementaux le 16 octobre dernier

Ils lui ont quasiment, apparemment à l'unanimité c'est à dire y compris les élus du Parti Socialiste, donné le pouvoir de vendre comme bon lui semble. C'est donc un entraîneur de chevaux de courses de Maison Lafitte, impliqué dans les paris d'argent, Yannick Fouin, auquel les élus du Maine et Loire font confiance. Ils lui assurent l'appropriation de la ferme de la Gayonnière, la ferme de Boudré et l'hippodrome pour 800 000 euros, d'autres disent 925 000 euros... Pour avoir la paix locale et surtout le maire de la commune de Seiches, le pdt du CD lui a promis de financer 50 % d'une halle de loisirs. Quand on est sur le même plan politique et évidemment sur la même logique économique (exploitation, production, croissance, assurance contre les pollutions, économies sur les services publics), on s'arrange en trois coups de cuillères à pot: une pour toi, deux pour moi et les autres (nous !) ont leur donnera du spectacle et des jeux.

Il en est malheureusement de même d'abord avec l'inter-communalité Anjou-Loire -Sarthe où seul l'élue écologiste, Daphné Raveneau, s'est opposée à valider le choix de la vente à un privé; ensuite avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural du 49 (SAFER).

Pourtant l'ensemble des trois propositions d'achat préparées et articulées par le Collectif Préservons le Domaine de Boudré * sont largement à la hauteur de l'exigence d'un projet global "intégré dans le territoire" *. C'est sous le prétexte fallacieux que ce n'était pas le cas que Mr Gillet, pdt du CD, avait dénigré notre offre lors de " l'appel d'offre" de début d'année. En fait, il l'avait fait parce qu'il n'avait pas reçu à temps l'offre de son favori, M. Fouin. Il a pipé les dés en faisant un nouvel "appel d'offre" bidon où nos offres, considérablement travaillées et enrichies dans les deux nouveaux mois impartis pour la dépose du dossier à fin juillet dernier, ont été derechef rejetées car venant de gens "allumés". D'ailleurs une offre d'un couple sarthois, fort intéressante aussi, a été déboutée également en catimini. Car il faut savoir, cher lecteur de l'Anjou Vert, que le CD n'est pas transparent. "L'appel à projet" n'a pas de règles comme un "appel d'offre" qui est accompagné notamment de la communication des critères de sélection. C'est une boîte à idées où le maître et le pdt du CD. L'association Agir Pour l'Environnement, alertant sur le danger de disparition des terres maraichères périurbaines, déclarait au printemps 2017 : "les Commissions Départementales d'Aménagement Commercial (CDAC) valident quasiment tous les projets d'extension ou de création de surface commerciale" et de remarquer : "Quand les choses sérieuses commencent, les empêcheurs de bétonner en rond sont priés d'enquêter ailleurs". Cette association conclut justement : "les commissions départementales doivent être revues en profondeur afin d'y introduire la transparence nécessaire et le pluralisme des points de vue".



D. Morille

Redonner du sens à ce domaine public remarquable

Les co-présidents de Préservons le Domaine de Boudré ont été souples, courtois et laborieux; pas pour se faire humilier mais pour faire place aux personnes qui désirent être en harmonie avec la nature. Certainement pas pour que ce domaine soit désertifié (au-moins 300 arbres seraient déracinés pour construire les installations et la spatieuse villa d'un nouveau seigneur, le tout probablement très cloturé. Que voulons-nous ? Un centre grillagé "international" pour les gens du libre marché mondial qui accumulent les millions d'euro et de dollar qu'ils n'ont pas payés au fisc de leur pays pour les besoins des services publics ? Pour créer 30 emplois à Seiches ? Ah ça c'est l'argument qui fait clic dans les têtes formatées des politiciens profiteurs ou ralliés à l'économie de marché ! Mais les 30 emplois sont en fait 20 emplois de palefrenier payés des clopinettes ! Comme s'exclame dernièrement Emile Beucher : "depuis quand les courses créent de l'économie ? Elles piquent de l'argent aux pauvres cons qui bossent et qui espèrent se sortir de leur sort quotidien pour assouvir leur espérance de combler leur désir de richesse". Alors privatiser Boudré ? Décidément il faut faire autre chose pour l'avenir. Il faut, chacun à sa place et dans son rôle, contribuer à garder Boudré accessible aux citoyens et, d'une pierre deux coups, contribuer localement à la transition écologique grâce aux projets collectifs et écoresponsables que nous promovons.

Pourtant, comme nous l'avons développé devant le public le 3 novembre à Seiches, le domaine n'est pas vendu !

D'abord à ce jour nous avons, avec l'appui de l'Office National des Forêts, sauver la forêt obligeant le CD à substituer à son projet de privatisation un projet d'achat par l'intercommunalité Anjou-Loire-Sarthe, la commune de Seiches et le CD. De même le CD déclare tantôt faire de la ferme des Landes une maison forestière tantôt une maison de l'environnement, cela sans doute pour nous amadouer...

Ensuite nous nous faisons forts de défendre opiniâtement les protections environnementales que les fermes de Boudré et de la Gayonnière situées dans la Boucle du Loir possèdent : celles du

L'année électorale, par le tout petit bout de la lorgnette

Un soir de fin juin cette année, Jeannine ma voisine, toque à ma porte et se plaint d'un courrier que lui a envoyé le maire. Jeannine elle a 89 ans au compteur.

Jeannine c'est une pétroleuse qui descend tous les jours boire un coup au PMU, avec sa vieille guimbarde qui fait beaucoup de poussière sur le chemin de la Salle Verte.

Jeannine, elle aime les animaux, elle aime aussi sa vue imprenable sur la boucle du Loir et le calme de sa maison sans homme, parce que les dominants ça va bien (elle a vécu l'avant et l'après guerre, le patriarcat, tout ça...).

Jeannine, elle vient de rendre sa carte LR parce que bon ça devient n'importe quoi ce parti qui explose façon puzzle. Mais elle a quand même voté LR sur la 49-03. Parce que Macron, bah non.

Après avoir grogné après le maire donc, elle me dit du coq à l'âne :

« Mais qu'est-ce qu'il est allé faire avec le PS « votre » Jadot ? ... »

-Nous sommes copines sur Facebook, alors elle voit passer mon fil d'actu. Oui, Jeannine elle est aussi sur FB... - « ... J'aurai voté pour lui moi ! »

Moi : « Mais Jeannine, Hamon c'est pas le PS -enfin pas tout à fait, ndr- vous auriez vraiment voté pour Jadot? Pour un écolo ??? »

Elle : « Oui, et autour de moi : pareil. On s'est dit mais du coup il n'y a même plus d'écologiste ! Hop, disparu! Alors comment savoir combien il aurait fait... »

Je passe sur la suite de la conversation. Je kiffe Jeannine.

Tout ça pour dire que je suis persuadée, et même si j'ai voté pour le ralliement avec Hamon, que nous aurions réalisé un très bon score.

Nous les aurions obtenus ces 500 précieux parrainages -et largement c'est évident- puisque 500 promesses étaient déjà parvenues le jour du choix des électeurs de la primaire.

L'image de Jadot était plutôt bonne auprès des maires, parmi nos proches, que nous avons contacté dans cette quête de promesses. Beaucoup attendaient ce que nous allions décider (ralliement, pas ralliement...).

Et, au passage, le Maine et Loire a plutôt bien bossé sur ce coup là (13 promesses fermes, 3ème sur le podium national)... D'anciens militants qu'on ne voyait plus, qu'on a vu réapparaître, motivés et enthousiastes ! Et tous ces gens, dont Jeannine, qui auraient voté écolo, leur première fois, et qui sont allés ailleurs, vers FI probablement. C'est dire, même ma mère elle le kiffe. Si c'est pas un signe ;-)

Cette anecdote est probablement l'épilogue d'une année d'élections intense en rebondissements, plus ou moins agréables.

L'histoire commence en août 2016 aux Journées d'été des écolos, à Lorient. La primaire des écologistes est lancée et 4 prétendants

Laissez "Parler" Sandrine !

L'intervention de C.A. face à Sandrine Rousseau et le maintien du "débrouillez-vous !" m'a encouragée à "poster" ceci en réaction à la tribune de C.A. dans un hebdomadaire.

Pour les milliers de femmes victimes de harcèlement sexuel, une des solutions est bien la reconnaissance publique d'un délit, voire d'un crime. Et cette reconnaissance passe si possible par la justice. Quand la justice ne suffit pas, une parole publique, livre, article, peut devenir nécessaire. Le plus souvent toutes les sphères* de l'individu sont ébranlées : sur le plan de l'intime, de l'affectif, du social, des relations de travail, ou professionnelles ou d'engagement (syndical, associatif, politique), et au-delà sur le plan moral, philosophique, politique, quand ce n'est pas simplement sur le plan physique et sexuel. Alors pour rétablir un équilibre (ou un déséquilibre dynamique comme l'est la marche, d'un pied sur l'autre) toute reconstruction, toute remise en état, prend du temps et

à la campagne présidentielle se qualifient : Michèle Rivasi, Cécile Duflot, Karima Delli et Yannick Jadot. C'est ce dernier qui sera finalement désigné le 7 novembre.

Désignation top départ d'une campagne frugale, aux moyens minimalistes, qui privilégie les réseaux sociaux aux grands rassemblements. Il s'agit également et surtout de rassembler les 500 parrainages, sésames indispensables à la finale présidentielle.

À partir de novembre c'est donc une chasse aux promesses non-stop, quasi H24, qui mobilise nos militants, nos élu.es... Et je garde un souvenir ému de cette période (oui, elle est folle), des petits défis lancés entre départements de notre région, et ce suspense insoutenable : qui de la Sarthe ou du Maine et Loire remporterait la timbale (bingo c'est le Maine et Loire, avec 13 promesses contre 6 aux sarthois) ?

... Jusqu'à ce dimanche fatal de février, le 26, lorsque les électeurs de la primaire approuve à 80 % le renoncement de Jadot, et le ralliement à Hamon pour des raisons de programme quasi identique, évoqué en direct à la TV le jeudi précédant.

J'étais en réunion d'élu.es ce jeudi soir, les alertes info et les sms fusaient et j'avais beaucoup de mal à suivre les débats de la commission jeunesse.

Après une période de sidération quasi collective, il a fallu repartir pour un "reset programme 'enthousiasme' " s'engager joyeusement derrière Hamon, rencontrer et travailler avec les équipes du PS et se rendre compte sur le terrain que nous étions, militants EELV, les plus nombreux à mener campagne.

Pour le résultat et le pataquès politique post présidentiel que l'on connaît.

Suivent les législatives, notre décision d'y aller sous nos seules couleurs, d'affirmer ainsi notre place, nos valeurs, nos combats et engagements légitimes, dans le paysage politique.

Là encore une campagne aux moyens limités - les 6 candidat.es motivé.es et inventifs.ves du département, n'ont ménagé ni leur peine ni leur imagination - avec finalement des résultats bien meilleurs qu'en 2012, allant même jusqu'à dépasser les candidatures de la gauche traditionnelle. Preuve qu'un électoral est bien présent, si nous en doutions, malgré l'absence de locomotive présidentielle.

Nous ne referons pas l'histoire. Nous en avons une autre à écrire. Qu'elle soit belle !

C'est tout l'enjeu des assises de l'écologie politique, de la refondation de notre parti, essoré comme les autres par la lessiveuse en marche.

C'est l'objectif de nos prochains RV sur le département : Damien Carême en janvier (le 23), ou comment l'écologie humaine s'applique à l'échelle municipale, puis en avril pour la fête de l'écologie, qui rassemblera les acteurs et militants engagés au quotidien, et d'autres rendez-vous que nous ne manquerons pas d'organiser.

Daphné Raveneau

toutes les formes que l'individu voudra bien se donner, jusqu'à tenter d'oublier. La victime ne choisit pas son état, ni sa remédiation. A chacun son chemin, mais toutes les ressources devraient pouvoir être mobilisées, mobilisables, dès que l'acte survient. Tous les plans sont bien des moyens de faire évoluer l'état de la victime, y compris la "littérature" bien qu'elle ne soit pas l'accès le plus simple, ni le plus aisé. Une forme de bienveillance serait la moindre des choses, si vous considérez la personne avec laquelle vous parlez en état de souffrance. Le déni pour soi ne vaut pas déni pour autrui sauf à accroître son isolement. Là se situe bien la limite.

Nathalie Bénard

* les sphères sont issues des travaux de L. Boltanski, inspirées par les "cités" de St-Augustin
N.B. Le CSA a mis en demeure France Télévisions pour manquements : <http://www.csa.fr/Espace-juridique/Decisions-du-CSA/Emission-On-n'est-pas-couche-du-30-septembre-2017-mise-en-demeure#WjrHF2lee0.twitter>

<https://www.associationparler.com/>

FRANCE

Ordonnances « Travail »

Beaucoup a déjà été dit. Voici quelques aspects de mes réflexions sur ce sujet.

Avant tout, les ordonnances « Travail » modifient les instances de représentation des salariés. Ceux-ci ne sont donc pas touchés dans un premier temps. C'est la raison majeure qui explique la faible mobilisation contre elles. Dans les entreprises de moins de cinquante salariés, ces instances n'existent pas ou quasiment pas. Dans les autres entreprises, les instances les plus connues sont d'abord le « CE », puis le « CHSCT ». De fait, une grande partie des salariés ne se sent pas directement concernée.

Du « CE », les salariés en connaissent surtout les œuvres sociales, dont ils bénéficient plus ou moins selon la taille de leur entreprise. Mais à part ça ?

La fusion des instances risque d'éloigner représentants et salariés. C'est particulièrement le cas dans les entreprises comportant plusieurs établissements. Par cet éloignement du « terrain », il y a donc un risque de négliger les questions liées au travail quotidien.

La porte est ouverte aux licenciements abusifs. Les entreprises n'ont plus qu'à prévoir le budget en conséquence, puisque les indemnités plafonnées sont établies. Et si l'entreprise est connue pour ce genre de pratique ? C'est donc une forme d'encouragement à la récidive.

Un économiste prévoit que les ordonnances faciliteraient les embauches en cas de conjoncture favorable, mais également les licenciements en cas de retournement de situation. Macron fait donc le pari d'une conjoncture favorable. Notez qu'il y a quelques jours, Ouest France rapportait, à l'aide des chiffres de l'INSEE, que le « climat des affaires » s'améliorait. Les chômeurs en sont sûrement convaincus !

Bref, la France « s'anglosaxonise ». Elle applique de plus en plus les règles d'un capitalisme pur.

Les ordonnances sont, paraît-il l'alpha et l'oméga du dialogue social. De fait, de nouveaux champs s'ouvrent à la négociation. Mais qui va mener ces négociations ? Il suffit de voir le faible niveau d'implication des salariés pour s'en rendre compte. Il n'y a que très peu de débats dans les entreprises. Qui participe, de près ou de loin, aux Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) ? Les évolutions de carrières des syndicalistes sont bloquées, c'est avéré. Les négociateurs pertinents sont écartés. La pression du chômage pèse. Comment voulez-vous que ça marche ?

Pourtant, depuis 1982, les lois Auroux (*) autorisent l'expression des salariés. L'accord national interprofessionnel de 2013 définit la qualité de vie au travail et ouvre la possibilité de créer des espaces de discussion. Il y a là matière à créer un vrai dialogue social. Combien d'entreprises s'en sont saisies ? C'est simple, regardez autour de vous...

Ces ordonnances sont, en premier lieu, conçues avec l'objectif d'« améliorer » la compétitivité.

La productivité est toujours élevée en France, même si elle a sans doute un peu baissé. Fatalement, à force d'éliminer tout ce qui peut l'être - merci le « lean » - l'asymptote n'est pas loin. Pour gagner, encore plus, il ne reste qu'à essorer les conditions de travail. En plus, elles permettent un transfert du risque entrepreneurial vers les salariés que l'on va pouvoir « attraper »

Les fausses bonnes nouvelles, sachons les débusquer !



Ras le bol de lire dans la presse des articles célébrant la reprise de la production automobile. (Jeudi 2 novembre 2017, jeudi 3 août 2017-Automobile: La France reprend des couleurs, La France revient au premier plan-, jeudi 22 juin 2017 etc.)

Chacun sait que la voiture automobile est largement responsable du réchauffement climatique. Alors que signifient ces cocoricos quand la production automobile augmente ? Si encore il s'agissait de véhicules électriques, ce serait un moindre mal. Vanter les succès commerciaux de l'industrie automobile en oubliant son impact environnemental, c'est laisser croire que la voiture individuelle est la seule solution aux transports - urbains notamment. Et il faut rappeler qu'au moins 80 % des voitures roulent avec le seul chauffeur. Le covoiturage et les transports en commun, ça existe, il s'agit de les favoriser.

On peut faire la même observation concernant les avions. On ne compte plus les ventes-records enregistrées par Boeing ou Airbus, comme si le monde de demain devait permettre à chacun d'aller faire un week-end de shopping à New-York ou Tokyo. La pollution due à l'aéronautique est en constante augmentation.

Cette situation fait penser à un médecin qui conseillerait à son patient, alcoolique notoire et conscient de sa cirrhose, de boire un grand verre de pastis le matin au réveil pour se donner du cœur à l'ouvrage.

Une suggestion: traduire chaque fois l'augmentation des véhicules en termes de production prévisible de CO². A combien de tonnes de CO² correspond la mise en service d'une voiture, d'un avion ?

COP 21, COP 22 vous ressemblent vraiment à des enfants morts.... dont on a oublié d'envoyer le faire-part de décès.

Pierre Chalopin

ou « lâcher », selon la météo du moment.

La quantité de ressources naturelles dont l'humanité dispose est limitée. Pensez-vous que ces dispositions à vocation productiviste vont favoriser la mise en place des transitions nécessaires pour éviter des catastrophes ? Vont-elles contribuer à l'émancipation des individus ? Sur ces thèmes, chers aux écologistes, les progrès seront ailleurs.

(*) Citation de J. Auroux, à l'automne 2017 :

"Sur ces ordonnances, les pleins pouvoirs ont été donnés à une technocratie libérale, froide et cynique. Libérale car c'est l'argent roi. Froide car on ne retrouve pas la dimension humaine, les individus et les territoires ne sont pas respectés. Cynique car on fait payer le chômage de masse aux travailleurs".

H. B.

La Ruralgie en prend encore pour son grade

Après la taxation du gazole, la réduction de la vitesse à 80 km heure alors que les ruraux attendent toujours de pouvoir prendre des transports en commun et vendre leur bagnole.

Pour tous les dossiers, je préfère et de loin la pédagogie, les propositions positives à la répression. C'est à long terme toujours payant (Enfin sauf pour les caisses du trésor public).

Oui la voiture ça pollue, c'est dangereux mais enfin pour nous les ruraux cela nous sert aussi à nous déplacer et on s'en excuse vraiment!

Nous sommes en première ligne pour déplorer les accidents mortels et les blessés restant handicapés. Nous sommes nous parents en première ligne quand nos enfants utilisent leur voiture le week-end.

Et financièrement cela nous coûte un max et accentue la fragilité économique de nombreuses familles. Ici une famille sans véhicules c'est le chômage et la précarité.

D'ailleurs on s'excuse aussi de ne pas vivre dans vos métropoles qui elles sont exemplaires en terme de pollution, de sécurité, d'artificialisation des sols et où l'écologie est reine surtout dans les tranches horaires 7h30-9h et 17h-19h) !

Nous pourrions, car nous ne sommes pas que des débiles avec nos bottes, nous pourrions donc vous suggérer qu'un réseau routier mieux entretenu c'est aussi plus de sécurité donc moins d'accidents (là je pense plus particulièrement aux infirmières/infirmiers, médecins, auxiliaires de vie qui parcourent chaque jours notre territoire sans autres choix que la voiture et l'hiver sur des routes trop étroites, défoncés et bien glissantes.

Accessoirement nous pourrions aussi mettre des chaussures de ville pour monter dans des transports en commun adaptés à la Ruralgie mais là pas une seule proposition, pas une, bien au contraire la région vient de supprimer une ligne de car.

Et pour que cela soit bien clair (mais depuis le temps j'en doute) combien de fois faudra t il redire que si pour revenir chez moi tard le soir, après une réunion bien écolo à Angers, je pouvais prendre un transport en commun qui me déposerait sur un zone de covoiturage à quelques kilomètres

de mon lieu de vie, vous ne verriez pas mon véhicule devant le local (d'ailleurs on ne peut pas se garer).

Vous n'imaginez même pas pas mon bonheur quand je séjourne proche de Munich ou Francfort et que de nuit la cadence des transports en commun donne envie.

D'ailleurs comme j'évoque l'Allemagne, au niveau routier cela se passe comment? Étrange le silence, nous qui prenons ce pays tellement souvent comme exemple.

La majorité des habitants des zones rurales est prête à faire le choix des transports en commun.

La fracture est-elle définitive?

Henri-Claude Houssais



D. Morille

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, celles de la qualification d'Espace Naturel Sensible (3e du département), celles du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, celles de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, enfin le Cahier des Charges Environnementales, joint à l'appel d'offre, auquel nous avons fortement contribué.

On ne se débarrasse pas du paysan, locataire de la ferme de la Gayonnière, en lui proposant un emploi subalterne dans la société de M. Fouin comme l'a fait le CD. Il a droit à une indemnité conséquente et Mr Fouin ne veut pas en entendre parler!

Notre projet pour la ferme de la Gayonnière et ses 117 hectares a été construit avec l'objectif d'en faire un lieu de production biologique. Les paysans et les techniciens, qui veulent produire autrement que suivant la logique productiviste avec sa panoplie de produits chimiques, cherchent des terres partout en France. Pour notre projet, il y a des candidats motivés.

Nous avons réuni les moyens pour créer une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) afin de financer et gérer les deux fermes. Elle a de plus l'appui de l'association Terre de Liens qui aide les jeunes agriculteurs et éleveurs et de la SCIC Hamosphère Coopération qui facilite les initiatives locales écoresponsables. Nous pouvons même utiliser le levier SCIC pour réaliser le projet d'un hippodrome pas comme les autres, animé bien sûr par les activités équestres existantes mais aussi par une kyrielle d'activités de sport et de loisir en harmonie avec la forêt qui pare cet hippodrome particulier et praticable par tous les temps.

Le soutien, dont Boudré a besoin, est d'acheter des parts sociales de la SCIC, en contactant scic.laboucleduloir@gmail.com

Gérard Le Pommelec

Le projet d'achat de l'hippodrome, "Boudré au cœur du territoire", par la commune de Seiches épaulé par le collectif : l'hippodrome devient le socle d'un développement touristique local et doux, c'est à dire respectueux de la biodiversité et sans construction nouvelle. Le projet d'achat des fermes La Gayonnière et Boudré, passe par la création d'une SCIC pour organiser, gérer et fédérer les activités sur le site. Le but est de faciliter l'installation d'un ou de plusieurs jeunes afin de produire de façon biologique, développer l'activité existante (élevage de 170 vaches Rouge des Prés) avec le concours du paysan locataire jusqu'à sa retraite dans 4 ans (volailles, cultures maraichères), de créer une ferme pédagogique, un marché paysan voire une auberge. Le projet d'achat d'un étang par le gîte de Bré voisin pour là aussi compléter ces offres de loisir.



REGION

Ce texte date de l'automne 2012.

Alors que les images et reportages « de guérilla » affluent en boucle sur nos TV et radios, et que l'opération César s'embourbe sur la ZAD, Jean Michel porte un autre regard sur les événements, sise à Notre Dame des Landes. Témoignage d'une chaleur humaine en résistance dans le froid humide de ce terrible automne.

A l'époque j'avais relayé ce message d'humanité auprès de mes contacts locaux, y compris et surtout politiques proches du pouvoir en place. Il était nécessaire de montrer autre chose que ce que les médias et nos gouvernants pouvaient donner à voir à seule fin de discréditer tant les zadistes, que la galaxie anti aéroport.

Je le redécouvre aujourd'hui au détour de ménage dans ma messagerie, alors que la mission de médiation à rendu son son rapport et que le gouvernement a -enfin- décidé- d'enterrer définitivement le projet. C'était hier, c'était il y a une éternité.

C'est maintenant.

Daphné Raveneau

UNE SOIREE AU COIN DU FEU

"Êtreindre, êtreindre ceux qu'on aime. Tout le reste est jouer aux dés." Je n'ai pas été, loin de là, nourri aux mélodies de Ferrat mais ces deux vers lus ce matin sur un tweet me ramènent à mon état d'esprit lorsque je suis revenu en voiture de ma soirée et de ma nuit à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

L'affaire commence assez banale par la réponse à mobilisation lancée par notre S.R., Elen Debost, à faire fonctionner une vigie EÉLV à NDDL pour témoigner et soutenir ceux qui, là-bas, sont en lutte, qui depuis des années, qui depuis quelques semaines ou jours seulement mais que les événements de novembre ont projeté au premier plan des luttes emblématiques que nous menons, pour certain/e/s, soutenons, pour d'autres.

La caravane, aménagée dans le bourg, semblant un peu isolée du cœur du réacteur, avec Thierry Pradier, mon collègue d'un soir, nous décidons de nous rapprocher des lieux fréquentés par les zadistes. La Vache Rit, lieu habituel des réunions de l'Acipa est transformée en infirmerie avec des médecins militants qui s'y relaient 24h/24. Un peu plus loin sur la D81, la ferme des Rolandières est devenue campement, lieu d'accueil et de stockage du matériel collecté en France entière.

L'un regarde mes chaussures et l'autre mon manteau d'un air étonné : " il va te falloir des bottes si tu veux aller à la Chateigne ! On va t'en prêter." Ce qui fut fait sur l'instant.

Quelques centaines de mètres sur la route en direction de Vigneux et nous tournons sur un chemin large qui longe les Landes de Rohanne. Au loin une barricade de paille et de palettes, dans un arbre une plateforme, de guet. Là-bas, à une centaine de mètres, deux fourgonnettes bleues à l'arrêt avec leurs occupants déployés alentour. Équipage identique à ceux qui, par deux fois, ont contrôlé mon véhicule et son contenu sur le chemin de la Vache Rit. Disons que l'endroit est très sécurisé... On se demande d'ailleurs comment des agresseurs d'un vigile ou des incendiaires de pailler ont pu passer inaperçus de ces forces de l'ordre qui n'en perdent pas une et notent tout ce qui se passe.

Accueil formel à la barricade, nous déclarons qui nous sommes et ce que nous venons faire : "Ah t'es Verts ! Ah bon, toi t'es élu, t'es conseiller régional ? Et toi t'es assistant parlementaire du Jadot de Greenpeace ? " Scepticisme, poignées de main, nous continuons la route. Le chemin devient plus étroit, plus herbeux et humide aussi. Nouvelle palissade, on serre les mains " C'est vous les Verts ? " Etonnés. Du coup il fait nuit noire. Il faut franchir un fossé où l'eau affleure puis, d'un coup s'enfoncer dans un bois de chataigniers et de bouleaux. Le chemin est strictement impraticable, vingt centimètres d'une boue épaisse. C'est sur ce parcours qu'a transité la chaîne humaine du 16 novembre superbement illustrée par le film de RennesTV. On patauge, on avance. Le led de l'iphone fait tâche dans le contexte mais éclaire ! C'est son état.

Un tracteur barre un chemin qui fuit sur la gauche, plus loin, un tas de branchages enlacés oblige à faire un écart, puis un autre, avant de déboucher sur une clairière où, malgré l'obscurité, un entrelacs de tracteurs agricoles qui forme muraille nous saute littéralement à la face. Nous y sommes, c'est la Châtaigne, Chateigne, Chat Teigne, selon la déclinaison que l'on veut bien en faire.

Cinq à six cabanes garnissent le cercle, des groupes sont agglutinés autour de braseros ou de feux de bois. Il commence à faire frisquet. Nous nous présentons à l'accueil. Même étonnement. Qui ne dure que quelques instants. Thierry est embarqué pour éplucher des oignons et un autre me fait visiter le secteur en détaillant l'utilité de chaque construction : dortoirs, salle de réunion, cambuse, No Taverne, autre dortoir, atelier...

Le dialogue commence en cheminant. Il ne cessera pas de la soirée et même de la nuit entre deux phases de sommeil éphémères.



Nos hôtes nous présentent alentour, invitent à venir discuter. Tout y passe : gouvernement, accord PS, Duflot, nucléaire, Valls, coulevres, démissions, CICE, mariage pour tous, Canfin, traité européen, Roms, expulsions, Dany, les bottes de Jean-Vincent, le tournevis d'Eva, ...

Expliquer, expliquer, expliquer, répondre, écouter, entendre. Dans le respect mutuel. Un hurluberlu s'immisce, gentiment ses potes lui demandent de rester au large ou de rentrer dans le cercle. Un bol de soupe passe par là, puis un improbable crumble potiron/blé noir. Étonnamment succulent. On y parle aussi du projet d'aéroport bien entendu et de notre présence dans les institutions qui le financent. Là aussi écouter, expliquer, convaincre. Les messages passent qu'il faut réitérer à un nouveau venu dans le groupe. Salulaire.

Plus tard, beaucoup plus tard, trouver un bout de matelas disponible au milieu d'une cinquantaine de dormeurs assoupis... À quatre heures, la porte du local s'ouvre et retentit un "Ça lève, ça lève, ça lève !" C'est l'appel pour remplacer les copains de garde aux palissades et aux vigies dans les arbres. Il fait -5°/-6°, les dormeurs s'ébrouent. Arrive un nouvel appel : "On manque de grimpeurs !" Il s'en lèvera un, len-te-ment. La discussion reprend sur une barricade. Sans doute un peu plus vive. L'esprit ici est plus fight, la présence rapprochée des hommes en bleus n'est pas de nature à générer la tranquillité.

C'est le moment où deux gars de la Gironde quittent le

campement pour rejoindre leur pays. Hier soir on s'est croisé à la No Taverne. Ils sont venus avec une camionnette chargée du fruit de la collecte de leur coordination, l'un est paysan bio en Amap, l'autre est technicien forestier à l'ONF. Chez eux le combat ce fut une autoroute inutile qui ne sert toujours pas à grand chose mais aussi, en permanence, le nucléaire civil avec la centrale du Blayais mais aussi militaire avec Laser Mégajoule de Barp. Ils repartent eux aussi avec une impression d'avoir vécu ici un moment assez exceptionnel d'échange. Ils reviendront avec d'autres amis.

Au-delà d'un certain folklore de retour à l'essentiel, mais savoir que la lueur d'une bougie éclaire fort bien un dortoir de 100 m² n'est pas indifférent, c'est l'expérience humaine qui marque et qui doit nous faire réfléchir, nous qui, a longueur de mails, de réunions, de communiqués de presse, de colloques et d'engueulades, nous donnons souvent l'illusion de faire de la vraie politique.

Là-bas à la Chateigne, mais ce pourrait tout aussi bien, j'imagine, être la Jungle de Calais, se respire un air différent, se construisent d'autres logiques, se mènent d'autres réflexions dont nous avons tout intérêt à comprendre les tenants et les aboutissants. Nous disons en termes pesés que cette société craque, qu'un changement doit venir, qu'il est inéluctable, qu'une rupture est nécessaire. Nous le faisons le cul bien posé sur une chaise au final assez dorée. Nous vivons aux côtés de jeunes en révolte sans forcément bien les voir, les écouter, essayer de les comprendre. Échanger.

Je crois à la nécessité impérieuse d'aller à la rencontre de ceux qui sont nos zadistes de proximité et pour tous nos élus disons du grand ouest mais sans doute plus largement à tous nos parlementaires de venir dans cette ZAD-là, une journée, passer la soirée au coin d'un brasero à expliquer que la politique c'est un peu comme le judo : rester sur ses gardes mais toujours avoir en tête de bousculer l'obstacle, de s'immiscer dans la moindre faille, d'exploiter tous les atouts.

C'est à nous qui en faisons au quotidien d'aller expliquer à ceux qui sont en révolte ou en désespérance que la politique ce n'est pas qu'un jeu de chaises musicales, de places à prendre, de médailles à gagner. Si nous ne la faisons pas, si nous ne poursuivons pas à travailler le terreau du monde associatif qui nous observe mais qui ne nous comprend pas toujours bien, nous passerons par pertes et profits au bénéfice de populistes grandes gueules qui rouspètent, vitupèrent, dénoncent mais ne proposent pas grand chose au final si ce n'est qu'ils désignent bien souvent des boucs émissaires : l'étranger, l'Europe, le fonctionnaire, l'autre en somme.

"Êtreindre, êtreindre ceux qu'on aime. Tout le reste est jouer aux dés."

textes et photos Jean-Michel Braud,

13 décembre 2012